

Chambre des Représentants

SESSION 1968-1969

19 NOVEMBRE 1968

PROJET DE LOI

créant le Code de la taxe
sur la valeur ajoutée.

I. — AMENDEMENTS
PRÉSENTÉS PAR M. MOULIN.

Art. 37.

- 1) In fine du § 2, supprimer le dernier alinéa.
- 2) Remplacer le texte du § 3 par ce qui suit :

« La liste des biens et des services soumis aux taux prévus au § 2 du présent article, ainsi que toutes modifications de celle-ci est établie par la loi. »

JUSTIFICATION.

Il ne serait pas admissible que les Chambres législatives soient dépossédées du droit, que leur confère la Constitution, d'établir l'impôt.

Art. 42.

Supprimer le § 3.

JUSTIFICATION.

Le fait que 95 % du chiffre d'affaires en cette matière se rapporte à des exportations ne justifie pas l'exemption de l'impôt pour les 5 % restants.

Art. 56.

Au § 1^{er}, remplacer le 3^e alinéa, par ce qui suit :

« L'application du régime établi par le présent article et notamment la définition du petit détaillant et la déter-

Voir :

88 (S. E. 1968) :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 : Amendement.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1968-1969

19 NOVEMBER 1968

WETSONTWERP

tot invoering van het Wetboek van de belasting
over de toegevoegde waarde.

I. — AMENDEMENTEN
VOORGESTELD DOOR DE HEER MOULIN.

Art. 37.

- 1) « In fine » van § 2, het laatste lid weglaten.
- 2) De tekst van § 3 vervangen door wat volgt :

« De lijst van de goederen en diensten welke onder de in § 2 van dit artikel vastgestelde tarieven vallen, alsmede alle wijzigingen in die lijst worden bij de wet bepaald. »

VERANTWOORDING.

Het is onaannemelijk dat aan de Wetgevende Kamers het hun door de Grondwet toegekende recht tot vaststelling van de belasting zou worden ontnomen.

Art. 42.

§ 3 weglaten.

VERANTWOORDING.

Het feit dat 95 % van de omzet op dit gebied betrekking heeft op geëxporteerde goederen, rechtvaardigt geenszins de vrijstelling van belasting voor de resterende 5 %.

Art. 56.

In § 1, het 3^{de} lid vervangen door wat volgt :

« De toepassing van de door dit artikel ingevoerde regeling en met name de omschrijving van kleine detaillist en

Zie :

88 (B. Z. 1968) :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 : Amendement.

mination de la taxe d'égalisation en % du montant de la taxe calculée aux taux fixés par l'article 37 et déterminé par la loi. »

Art. 57.

Au § 4, 1^{re} ligne, remplacer les mots « Le Roi » par les mots « La loi ».

JUSTIFICATION.

Voir la justification de l'amendement à l'article 37.

de bepaling van de egalisatiebelasting op een percent van het belastingbedrag berekend naar de in artikel 37 vastgestelde tarieven, wordt bij de wet geregeld. »

Art. 57.

In § 4, op de eerste regel, de woorden « De Koning » vervangen door de woorden « De wet ».

VERANTWOORDING.

Zie de verantwoording van het amendement op artikel 37.

G. MOULIN.

II. — AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR M. CISELET.

Art. 37.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« Les taux de la taxe seront fixés par une loi ultérieure. »

JUSTIFICATION.

Il paraît souhaitable à de nombreux points de vue de désolidariser le contenu de l'article 37 du projet, de l'ensemble de celui-ci.

En effet, il est bien certain que par suite du manque d'informations relatives à la liste des biens et des services qui seront soumis aux taux prévus, des discussions sans fin peuvent s'élever à propos de l'application des différents taux prévus.

D'autre part, il n'est pas rationnel d'approuver ou de désapprouver le contenu de l'article 37 du projet puisqu'on en ignore les modalités d'application. L'incertitude complète qui se dégage de cet article entraînera assurément dans la vie commerciale une psychose de hausse préjudiciable à toute l'économie du pays.

La procédure proposée offre d'ailleurs tous les avantages de la clarté et de la précision et ne fait en rien retarder la réalisation de l'ensemble du projet puisque dans l'article 37 actuel, la procédure envisagée implique également un étalement dans le temps.

Art. 42.

Compléter le § 3 par un 4^o, libellé comme suit :

« 4^o les importations et les livraisons des objets d'antiquités et de collection ainsi que les objets d'occasion et les œuvres d'art originales qui font l'objet d'une vente publique ou l'importation et la livraison de ces mêmes biens, faites à des personnes qui sont habituellement négociants de ces biens.

Cette disposition ne s'applique pas aux livraisons de biens visés à l'article 2, 3^o. »

JUSTIFICATION.

La volonté d'enrichir le patrimoine artistique national et de favoriser l'existence et l'extension du négoce des œuvres d'art, des objets de collection et d'antiquités doit, à l'évidence autant animer le législateur belge que les législateurs français, hollandais ou allemands.

L'amendement proposé, qui prévoit l'exonération des importations des œuvres d'art, objets de collection et antiquités, semblable au système français, est le mieux adapté aux règles propres du régime belge.

II. — AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE HEER CISELET.

Art. 37.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« De tarieven van de belasting zullen bij een latere wet vastgesteld worden. »

VERANTWOORDING.

In tal van opzichten lijkt het gewenst het bepaalde in artikel 37 uit het ontwerp te lichten.

Het staat immers vast dat het gebrek aan gegevens betreffende de lijst der goederen en diensten welke onder de vastgestelde tarieven zullen vallen, aanleiding zal geven tot eindeloze discussies omtrent de toepassing van de verschillende in uitzicht gestelde tarieven.

Anderzijds is het niet redelijk het bepaalde in artikel 37 van het ontwerp goed dan wel af te keuren, aangezien men de wijze van toepassing niet kent. De grote onzekerheid in verband met dit artikel zal in handelskringen stellig een haussepsychose in het leven roepen, wat nadelig zal zijn voor 's lands economie.

De hier voorgestelde procedure biedt overigens het voordeel duidelijke en precieze maatregelen te kunnen nemen, en de uitvoering van het ontwerp zal er geenszins door vertraagd worden, daar de in het huidige artikel 37 in uitzicht gestelde procedure eveneens een geleidelijke tenuitvoerlegging impliceert.

Art. 42.

§ 3 aanvullen met een 4^o, luidend als volgt :

« 4^o de invoer en de leveringen van antiquiteiten en verzamelobjecten evenals de tweedehandsartikelen en de originele kunstwerken die het voorwerp zijn van een openbare verkoping of de invoer en de levering van dezelfde goederen aan personen die deze goederen gewoonlijk verhandelen.

Deze bepaling is niet van toepassing op de leveringen van goederen als bedoeld in artikel 2, 3^o. »

VERANTWOORDING.

De Belgische wetgever dient vanzelfsprekend evenzeer als de Franse, de Nederlandse, en de Duitse wetgever bezield te zijn door de wil het nationaal kunstpatrimonium te verrijken en het bestaan en de uitbreiding van de handel in kunstvoorwerpen, verzamelobjecten en antiquiteiten in de hand te werken.

Het voorgesteld amendement, dat naar het Franse voorbeeld voorziet in vrijstelling voor de invoer van kunstvoorwerpen, verzamelobjecten en antiquiteiten, past het best bij de specifieke Belgische regeling.

Art. 58.

Remplacer le § 5 par ce qui suit :

« § 5. Les assujettis qui achètent habituellement des biens d'occasion, des objets d'antiquités, de collection et des œuvres d'art, en vue de les revendre, peuvent, moyennant l'autorisation préalable du Ministre des Finances ou de son délégué et aux conditions fixées par cette autorisation appliquer la taxe pour leur revente, uniquement sur la différence entre le prix de vente et le prix d'achat.

Cette disposition ne s'applique pas aux livraisons de biens visés à l'article 2, 3^o. »

JUSTIFICATION.

L'article 58, § 5 du projet de loi permet, moyennant l'autorisation du Ministre des Finances, aux assujettis qui, habituellement, achètent à des non-assujettis des biens d'occasion en vue de les revendre, d'appliquer la taxe pour leur revente uniquement sur la différence entre le prix de vente et le prix d'achat.

L'exposé des motifs (page 56) range parmi les assujettis pouvant se prévaloir de l'article 58, § 5, les antiquaires.

La disposition de cet article, en ce qui concerne le négoce des œuvres d'art, des objets de collection ou d'antiquités, est insuffisante.

Réglant le cas de la revente à un consommateur qui suit immédiatement l'achat à un non-assujetti, elle ignore en effet les cas, très fréquents en pratique, où le bien fait l'objet d'une ou de plusieurs transmissions entre négociants avant d'être livré à un non-assujetti.

Pénalisant la fréquence des mutations, le système prévu est dépourvu de la neutralité fiscale qui devrait le caractériser. Il y a donc lieu de le remplacer.

D'autre part, la volonté légitime déjà mise en évidence, de faciliter l'enrichissement du patrimoine artistique national et de favoriser l'existence et le développement d'un négoce belge des œuvres d'art et des objets de collection ou d'antiquités, conduit à préconiser un régime semblable (quoique plus simple) à celui qui est en vigueur en France.

Art. 100.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« Par dérogation à l'article 45, il n'est accordé, pour les biens d'investissement qu'une déduction de la fraction suivante de la taxe qui les grève :

70 % lorsque cette taxe est due en 1970;
80 % lorsque cette taxe est due en 1971;
90 % lorsque cette taxe est due en 1972.

En outre, un remboursement de 7 % de la taxe de transmission est effectué pour 1969. »

JUSTIFICATION.

Les restrictions imposées en matière de déduction de la T. V. A. ayant grevé les investissements acquis de 1970 à 1973 inclus ainsi que l'absence de restriction de taxe sur ceux acquis précédemment ne peuvent que provoquer une incitation à freiner les investissements au cours des cinq prochaines années. Il ne fait pas de doute que pour les investisseurs étrangers, ces mesures placent notre pays dans une situation particulièrement défavorable par rapport aux Pays-Bas et à la République Fédérale d'Allemagne qui, par le fait de la mise en vigueur de la T. V. A. un an ou deux ans avant la Belgique, autorisent des déductions plus importantes de la T. V. A. grevant les biens d'investissement.

Il est donc hautement souhaitable pour la Belgique de prévoir des pourcentages de déductions qui placeraient notre pays au moins à égalité avec ses voisins.

Art. 58.

§ 5 vervangen door wat volgt :

« § 5. Belastingplichtigen die geregeld tweedehandsgoederen, antiquiteiten, verzamelobjecten en kunstwerken kopen om ze weder te verkopen, kunnen, mits hun door of vanwege de Minister van Financiën vooraf vergunning is verleend, onder de in die vergunning gestelde voorwaarden, de belasting ter zake van hun verkopen uitsluitend berekenen over het verschil tussen de verkoopprijs en de inkoop-prijs.

Deze bepaling is niet van toepassing op de levering en van goederen bedoeld in artikel 2, 3^o. »

VERANTWOORDING.

Artikel 58, § 5, van het wetsontwerp maakt het belastingplichtigen die geregeld van niet-belastingplichtigen tweedehandsgoederen kopen om die weder te verkopen, mogelijk om, mits zij daartoe vergunning krijgen van de Minister van Financiën, de belasting ter zake van hun verkopen uitsluitend te berekenen over het verschil tussen de verkoopprijs en de inkoop-prijs.

Onder de belastingplichtigen die zich op artikel 58, § 5, mogen beroepen, worden door de Memorie van Toelichting (blz. 56) de antiquairs gerekend.

Voor de handel in kunstwerken, verzamelobjecten of antiquiteiten kan met de redactie van dit artikel niet worden volstaan.

Daarin wordt immers het geval geregeld van de verkoop aan de gebruiker onmiddellijk na de aankoop van een niet-belastingplichtige maar niet in de praktijk veelvuldig voorkomende gevallen, waarin een voorwerp herhaaldelijk onder handelaars wordt verhandeld alvorens het aan een niet-belastingplichtige wordt verkocht.

Daar herhaalde overdrachten aanleiding geven tot penaliteiten, mag het de voorziene regeling aan de neutraliteit die zij uit een fiscaal oogpunt zou moeten hebben. Zij dient derhalve te worden vervangen.

Bovendien is het, zoals hierboven reeds gezegd, een gewettigd verlangen ons kunstpatrimonium te verrijken en een eigen Belgische handel in kunstvoorwerpen, verzamelobjecten of antiquiteiten te zien ontstaan en zich ontwikkelen, wat er ons toe brengt een gelijkaardige doch eenvoudiger regeling voor te stellen dan die welke in Frankrijk van kracht is.

Art. 100.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« In afwijking van het bepaalde in artikel 45 komt de van bedrijfsmiddelen geheven belasting slechts voor aftrek in aanmerking tot beloop van :

70 % wanneer die belasting verschuldigd is in 1970;
80 % wanneer die belasting verschuldigd is in 1971;
90 % wanneer die belasting verschuldigd is in 1972.

Bovendien wordt 7 % van de overdrachtaks terugbetaald voor 1969. »

VERANTWOORDING.

De beperkingen inzake aftrek van de B. T. W. op de investeringen van 1970 tot en met 1973, alsmede het ontbreken van belastingbeperkingen voor de vroeger verrichte investeringen kunnen alleen maar tot een afremmen van de investeringen tijdens de eerstkomende vijf jaren leiden. Voor de buitenlandse investeerders zal ons land ingevolge die maatregelen ongetwijfeld in een bijzonder ongunstige positie komen te staan t.o.v. Nederland en de Duitse Bondsrepubliek, die wegens de een of twee jaar vroegere invoering van de B. T. W. grotere aftrekken inzake die belasting op de bedrijfsmiddelen toestaan.

Het is dus hoogst wenselijk dat ons land voorziet in aftrekpercentages waardoor wij ten minste op gelijke voet met onze buurlanden worden geplaatst.

J. CISELET,
Gérard DELRUELLE,
J. GENDEBIEN,
J. DEFRAIGNE,
W. DE CLERCQ.

III. — AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR MM. KNOOPS ET DEFOSSET.

Art. 6.

A. — En ordre principal :

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« L'Etat n'est pas un assujetti. Les provinces, les communes et les établissements publics sont des assujettis. »

JUSTIFICATION.

Le projet tel qu'il est présenté, augmente fortement la charge fiscale des provinces et des communes qui, tout en devant payer la taxe à la valeur ajoutée sur leurs achats, ne pourront en aucune façon opérer une déduction. Il semble donc préférable pour les provinces et les communes d'être assujetties.

En ce qui concerne les établissements publics, la possibilité qui est laissée au Roi de ne pas leur reconnaître la qualité d'assujettis, même quand ils exercent une activité économique de producteurs, de commerçants ou de prestataires de services, risque d'entraîner des distorsions économiques par rapport à la situation normale du commerçant privé.

B. — **Subsidiairement** (au cas où l'amendement repris en ordre principal ne serait pas adopté) :

Au 2^e alinéa, 3^e ligne, remplacer les mots « le Roi peut leur reconnaître » par les mots « Ils ont ».

JUSTIFICATION.

Cette rédaction éviterait à tout le moins les distorsions économiques entre secteur public et secteur privé quand ils exercent des activités concurrentes.

Art. 45.

A. — En ordre principal :

Au § 2 de cet article, supprimer le 4^e et le 5^e.

JUSTIFICATION.

Les frais de voyages et de réception constituent des postes de plus en plus importants. Au moment où dans de nombreux milieux l'on regrette que les industriels et commerçants belges ne sont pas assez dynamiques et voyagent et reçoivent beaucoup moins que leurs concurrents étrangers, il est paradoxal de refuser la déduction de taxe sur de tels frais.

B. — **Subsidiairement** (au cas où l'amendement repris en ordre principal ne serait pas adopté) :

Au § 2, 4^e, compléter le littéra a) par ce qui suit :

« et les firmes qui transportent pour leur compte propre ».

JUSTIFICATION.

Il semble anormal de mettre sur un pied différent les transporteurs professionnels et les firmes qui, transportant pour leur compte propre, couvrent les frais de logement, de nourriture et de boissons de leurs chauffeurs.

III. — AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE HEREN KNOOPS EN DEFOSSET.

Art. 6.

A. — In hoofdorde :

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« De Staat is geen belastingplichtige. De provincies, de gemeenten en de openbare instellingen zijn belastingplichtigen. »

VERANTWOORDING.

In zijn huidige vorm doet het ontwerp de belastingdruk welke op de provincies en de gemeenten weegt, sterk stijgen : ofschoon zij de belasting over de toegevoegde waarde op hun aankopen moeten betalen, zullen ze in geen geval iets in mindering daarvan kunnen brengen. Derhalve lijkt het verkieslijk dat de provincies en de gemeenten als belastingplichtig worden beschouwd.

Met betrekking tot de overheidsinstellingen zou de aan de Koning gelaten mogelijkheid om die niet als belastingplichtigen te erkennen, zelfs wanneer zij een economische activiteit als producent, handelaar of als dienstverstreker uitoefenen, aanleiding zouden kunnen geven tot economische distorsies ten opzichte van de normale toestand van de particuliere handelaar.

B. — **In bijkomende orde** (ingeval het amendement in hoofdorde niet mocht worden aangenomen) :

In het 2^{de} lid van artikel 6, op de 3^{de} en de 4^{de} regel, de woorden : « kan de Koning ze evenwel als belastingplichtigen aanmerken » vervangen door de woorden : « worden zij evenwel als belastingplichtige beschouwd ».

VERANTWOORDING.

Deze redactie zou op zijn minst de economische distorsies tussen de openbare en de particuliere sector kunnen voorkomen, wanneer die concurrerende werkzaamheden uitoefenen.

Art. 45.

A. — In hoofdorde :

In § 2 van dit artikel het 4^e en het 5^e weglaten.

VERANTWOORDING.

Reis- en receptiekosten vormen steeds de belangrijkste posten. Op het ogenblik dat men in talrijke kringen betreurt dat de Belgische industriëlen en handelaars niet genoeg dynamisme aan de dag leggen en veel minder dan hun buitenlandse mededingers reizen en recepties houden, mag het wel paradoxaal genoemd worden dat dergelijke kosten niet voor belastingaftrek in aanmerking komen.

B. — **In bijkomende orde** (ingeval het amendement in hoofdorde niet mocht worden aangenomen) :

In § 2, 4^e, letter a) aanvullen met wat volgt :

« en de firma's die voor eigen rekening vervoer verrichten ».

VERANTWOORDING.

Het komt ons abnormaal voor dat beroepstransporteurs en firma's die voor eigen rekening vervoer verrichten en zelf de kosten van logies, maaltijden en dranken van hun chauffeurs betalen ongelijk behandeld worden.

Art. 47.

Compléter cet article par un 3^e alinéa, libellé comme suit :

« Le droit à déduction porte sur la même période que celle sur laquelle est calculée la taxe. »

Art. 49.

Supprimer le 1^o de cet article.

JUSTIFICATION.

Ces amendements aux articles 47 et 49 empêcheront qu'à un moment, le Roi décale la période de déduction par rapport à la période de calcul de la taxe.

Une telle pratique augmenterait temporairement la liquidité du trésor mais pourrait avoir des conséquences dangereuses sur la situation financière des entreprises. Dès lors, une telle décision doit être laissée au Pouvoir législatif.

Art. 59.

Au § 2, compléter le dernier alinéa par ce qui suit :

« Ceux-ci ne pourront être mis à charge du contribuable que si la valeur normale telle qu'elle est fixée par l'expertise dépasse de plus de 1/8, la valeur déclarée. »

JUSTIFICATION.

Il y a lieu d'éviter de trop fréquents recours à l'expertise de la part des agents de la T. V. A.

La limite de dépassement autorisée est celle qui est appliquée en matière de droit d'enregistrement.

Art. 47.

Dit artikel aanvullen met een 3^{de} lid, luidend als volgt :

« Het recht op aftrek heeft betrekking op dezelfde periode als die waarover de belasting wordt berekend. »

Art. 49.

Het 1^o van dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING.

Deze amendementen op de artikelen 47 en 49 zullen verhinderen dat de Koning op een gegeven ogenblik een andere periode voor de aftrek vaststelt dan die waarover de belasting wordt berekend.

Een dergelijke praktijk zou tijdelijk meer geld in de Schatkist brengen, maar ook gevaarlijke gevolgen voor de financiële toestand van de ondernemingen kunnen hebben. Zulk een beslissing moet dan ook aan de Wetgevende Macht worden overgelaten.

Art. 59.

In § 2, het laatste lid aanvullen met wat volgt :

« Deze zullen slechts ten laste van de belastingplichtige kunnen worden gebracht wanneer de normale waarde, zoals die bij de schatting is vastgesteld, met meer dan 1/8 de aangegeven waarde overschrijdt. »

VERANTWOORDING.

Er moet worden vermeden dat het B.T.W.-personeel te vaak de schattingsprocedure aanwendt.

De toegestane minimumgrens is die welke inzake het registratierecht van toepassing is.

E. KNOOPS,
L. DEFOSSET.